Burundi : les commissions électorales locales dominées par le parti au pouvoir

RFI, 05-10-2014 Burundi : l'opposition critique les commissions électorales provinciales Au Burundi, la politique la tension ne cessent de monter depuis la nomination en milieu de semaine par la Commission électorale nationale indépendante, la CENI, de ses membres provenus, les CDE, chargés de conduire à bon port les élections générales de 2015. Ces commissions répondent aux équilibres ethniques institués par la Constitution du Burundi a tenu à rassurer la CENI - à 60% de Hutus, 40% de Tutsis dont 30% de femmes - mais l'acte blesse, c'est sur le de l'équilibre politique car ces instances seraient largement dominées par le parti au pouvoir et sa mouvance, selon l'opposition.

Officiellement, il n'y a rien à redire. Ces commissions électorales provinciales indépendantes sont constituées de membres issus de tous les horizons : partis politiques, société civile et confessions religieuses du Burundi. Mais le diable se cache dans le détail, dit-on. Après avoir examiné à la loupe les noms choisis par la CENI, l'opposition burundaise estime aujourd'hui qu'ils sont presque tous issus du parti au pouvoir et de sa mouvance, quel que soit le costume qu'ils portent. Et elle est montée au créneau. « Nous crions au scandale dans la mesure où ce sont des qui sont fondamentalement monocolores parce que la grande majorité, environ 95% de leurs membres, sont des membres du parti Cnnd-FDD au pouvoir », s'empare Chauvineau Mugwengezo, porte-parole de l'ADC-Ikibiri, principal coalition d'opposition au Burundi. « Calcul difficile » D'abord cette question posée au porte-parole de la CENI parti au pouvoir et sa mouvance sont-ils surreprésentés dans ces CDE, oui ou non ? « C'est un calcul difficile je n'ose même pas dire impossible puisque vous pouvez trouver une seule personne qui a plusieurs colorations, répond Prosper Ntahorwamiye. J'aimerais qu'on me dise dans telle CDE, toutes les parties prenantes n'y sont pas représentées. » Ce n'est pas seulement l'opposition burundaise qui crie au scandale, la société civile ne cache pas son inquiétude également pour la suite du processus électoral, dans de telles conditions. Mais le porte-parole de la Commission électorale a une toute autre explication pour ce mécontentement : « C'est que derrière ça, on veut que [tel] homme saute pour que l'autre entre, mais bien sûr on fait un petit habillage. » De quoi mettre un peu plus d'huile sur le feu, à quelques mois des élections générales au Burundi.